

« Nous oublions que le cycle de l'eau et le cycle de vie ne font qu'un. »

Jacques-Yves Cousteau

Il y a plusieurs décennies, le légendaire explorateur océanographique et cinéaste français Jacques-Yves Cousteau a attiré notre attention sur ce qui est devenu l'un des plus grands défis de notre planète. Selon l'Organisation mondiale de la santé et l'Unicef, au moins 1,7 milliard de personnes dépendent de sources d'eau potable qui sont **contaminées par des matières fécales** et 4,1 milliards d'individus (environ la moitié de la population mondiale) **ne bénéficient pas de services d'assainissement gérés de manière sûre**.

Les Nations unies estiment que les menaces qui pèsent sur l'eau se feront plus pressantes au cours des prochaines années. La croissance démographique et l'évolution rapide de l'économie mondiale, conjuguées aux effets des changements climatiques, **accentueront le manque d'accès à l'eau** et à l'assainissement pour les usages domestiques. Les spécialistes des Nations unies affirment que le caractère imprévisible de l'approvisionnement en eau mettra en péril le progrès socio-économique. **Dans de nombreuses régions du monde, il fragilisera même la paix**. C'est également vrai des sécheresses et des inondations, car elles détruisent les moyens de subsistance des populations.

Garantir l'accès de toutes et tous à des services de distribution d'eau et d'assainissement gérés de façon durable est l'un des objectifs de développement durable (ODD 6) des Nations unies à l'horizon 2030. L'ampleur même de cette tâche est problématique, et elle est aggravée par l'insuffisance du financement et la faiblesse de la gouvernance, qui empêchent les pays d'enregistrer les progrès nécessaires. Selon un rapport de 2022 publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques, **le coût global de la réalisation de l'ODD 6 relatif à l'eau et à l'assainissement dépassera 1 000 milliards de dollars par an**, soit 1,21 % du PIB mondial. Pour atteindre cet objectif, le monde devra quadrupler les dépenses dans ce secteur.



Grâce à plusieurs décennies d'investissements massifs dans les infrastructures, l'eau potable et l'assainissement sont disponibles pratiquement partout dans l'Union européenne (UE). Néanmoins, l'Europe est également confrontée aux effets du réchauffement planétaire. Selon une étude de l'[Université technique de Graz](#), le continent souffre d'une grave sécheresse depuis 2018. Les inondations et les sécheresses devraient devenir plus fréquentes, ce qui augmenterait les risques pour la santé, la biodiversité, la production d'électricité, la navigation fluviale, le tourisme et l'agriculture.

Le stress hydrique touche [20 % du territoire européen et 30 % de la population européenne](#) au cours d'une année moyenne. Selon l'[évaluation européenne des risques climatiques](#) de l'Agence européenne pour l'environnement, les sécheresses causent déjà des dommages économiques pouvant atteindre 9 milliards d'euros par an et la disponibilité en eau continuera de diminuer dans la majeure partie de l'Europe occidentale et méridionale dans les années à venir. Pour éviter des perturbations économiques et sociales, l'Europe doit procéder d'urgence à des ajustements afin de mettre en œuvre des infrastructures et une gestion durables de l'eau.

L'adaptation aux changements climatiques est nécessaire dans tous les secteurs, mais surtout dans celui de l'eau. En 2023, la Banque européenne d'investissement (BEI) a consacré un montant record de 2,7 milliards d'euros à des projets d'adaptation visant à prévenir les inondations, à protéger les réseaux électriques et à élaborer de nouveaux plans face aux catastrophes en Europe et dans le monde. Elle prévoit d'intensifier ses efforts dans ce domaine en 2024 et dans les années à venir, afin d'appuyer la [stratégie d'adaptation de l'UE](#).

En plus d'essayer de venir à bout des problèmes liés à la sécurité hydrique et aux risques climatiques, l'Union européenne doit exploiter, entretenir et moderniser ses réseaux et relever le défi qu'engendre la présence de [nouveaux agents polluants](#) comme les hormones, les médicaments et les résidus de produits cosmétiques.

SOUTIEN DE LA BEI AU SECTEUR MONDIAL DE L'EAU

Avec au total plus de 86 milliards d'euros de financements liés à l'eau et à l'assainissement depuis le début des années 1960, la BEI est le plus important bailleur de fonds au monde dans le secteur de l'eau. À ce jour, elle a soutenu plus de 1 770 projets dans ce domaine. Si sa priorité initiale était la construction ou la modernisation des infrastructures d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable, la Banque a depuis élargi son portefeuille pour y ajouter des projets dans des domaines comme la réduction des risques d'inondations, la prévention de l'érosion, les nouveaux processus d'approvisionnement en eau (dont le dessalement), les nouvelles technologies liées à l'eau et la revitalisation des cours d'eau.



Le traitement moderne des eaux usées protège la santé publique et l'environnement. La BEI finance des stations d'épuration à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne.



Les financements de la BEI sont en partie couverts par les ressources propres de la Banque, mais cette dernière a également recours à des mandats. Il s'agit d'accords signés par la BEI pour aider un pays, une région ou un secteur à obtenir des ressources extérieures, soit sous la forme d'investissements et de garanties, soit sous la forme d'une assistance technique ou de conseils financiers. La BEI noue également des partenariats avec d'autres institutions afin d'exploiter au maximum les ressources et les compétences.

Elle accorde des prêts à des entreprises publiques et privées de services collectifs, ainsi qu'à des administrations nationales et régionales. Lorsqu'un projet d'investissement d'envergure a besoin d'un financement à long terme, la Banque accorde en général des prêts à l'investissement dédiés. Pour les grands programmes d'investissement mis en œuvre, par exemple, par des organismes du secteur public, la BEI propose des accords-cadres en vertu desquels des financements peuvent être accordés pour chacun des projets au fur et à mesure de leur approbation. Parmi les autres catégories de financements possibles dans le domaine de l'eau figurent les prêts à bénéficiaires multiples (par exemple, des banques commerciales) et les aides non remboursables.

Avant de choisir de financer un projet, la BEI évalue s'il est rationnel sur les plans technique, économique et écologique, en mettant l'accent sur l'utilisation efficace des ressources. Dans le secteur des eaux usées, cela se traduit par la capacité à récupérer l'énergie et à valoriser les matières. Les boues d'épuration peuvent ainsi être transformées en gaz vert et en énergie renouvelable, et les eaux usées traitées peuvent servir à l'irrigation. Ces exemples illustrent comment la Banque aide les principaux utilisateurs à gérer, de manière plus pérenne, cette ressource mondiale limitée qu'est l'eau.

FAITS ET CHIFFRES

Activité de prêt

- **En 2023, la BEI a prêté 4 milliards d'euros à l'appui de projets liés à l'eau**

Impact

- **Amélioration de l'assainissement pour 1,9 million de personnes**
- **Une eau potable plus saine pour 4,9 millions de personnes**
- **Diminution du risque d'inondation pour 1,5 million de personnes**
- **Diminution du risque de sécheresse pour 12 millions de personnes**



PROJETS MARQUANTS

Gestion des eaux usées à Chypre

Chypre fait partie des pays les plus touchés au monde par les pénuries d'eau. Du fait de son climat semi-aride, les pluies sont rares et les ressources naturelles en eau sont limitées. En outre, les sécheresses y sont devenues plus fréquentes ces dernières années. Un prêt de 100 millions d'euros de la BEI pour la gestion des eaux usées à Nicosie, Larnaca et Limassol aidera à la construction de réseaux d'égouts et d'installations de traitement pour les collectivités, afin de mettre un terme à la pollution du faible volume d'eau de surface et souterraine disponible.

[Plus d'informations en ligne](#)

Amélioration des conditions de vie en Macédoine du Nord

En **Macédoine du Nord**, 26 stations d'épuration traitent les eaux usées de seulement un tiers de la population du pays environ. Pour traiter et épurer en toute sécurité les eaux usées d'un tiers supplémentaire, la Macédoine du Nord a reçu de l'Équipe Europe une subvention de 70 millions d'euros acheminée par l'intermédiaire de BEI Monde, le bras de la Banque spécialisé dans les activités de développement à l'extérieur de l'Union européenne. Grâce à cette subvention, le pays construira une station d'épuration des eaux usées de pointe à Skopje, améliorant ainsi les conditions de vie de quelque 500 000 personnes.

[Plus d'informations en ligne](#)

Fourniture d'eau propre à Djibouti

Dépourvu de rivières ou de lacs, **Djibouti**, situé dans la Corne de l'Afrique, est tributaire des eaux souterraines. Cependant, ces eaux s'épuisent rapidement en période de sécheresse et les changements climatiques devraient aggraver encore la pénurie d'eau. C'est pourquoi la BEI accordera un financement de 79 millions d'euros sur 25 ans pour aider Djibouti à construire une station de dessalement alimentée à l'énergie solaire et à mettre en œuvre un projet de traitement des eaux usées. Ces projets fourniront conjointement de l'eau potable à près de la moitié de la population djiboutienne. Ils offriront une certaine protection contre les changements climatiques aux habitants, à leurs terres et à leur bétail, et favoriseront le développement durable dans le pays.

[Plus d'informations en ligne](#)

Garantie de l'accès à l'eau potable à Sao Tomé

Une saison des pluies qui dure neuf mois fournit à l'île de **Sao Tomé** un approvisionnement généreux en eau douce. Pourtant, seule une faible partie de sa population a facilement accès à l'eau potable, en raison de l'insuffisance du traitement et du stockage adéquats de l'eau. La BEI et la Commission européenne ont uni leurs forces pour améliorer le réseau de distribution d'eau dans la capitale et autour de cette dernière. Un prêt et une subvention combinés d'un montant de 14 millions d'euros renforceront la résilience de Sao Tomé face aux changements climatiques. Il contribuera aussi à l'autonomisation des filles et des femmes, qui sont le plus souvent chargées de collecter l'eau, car elles auront ainsi plus de temps à consacrer à l'apprentissage scolaire ou à la création d'entreprises.

[Plus d'informations en ligne](#)

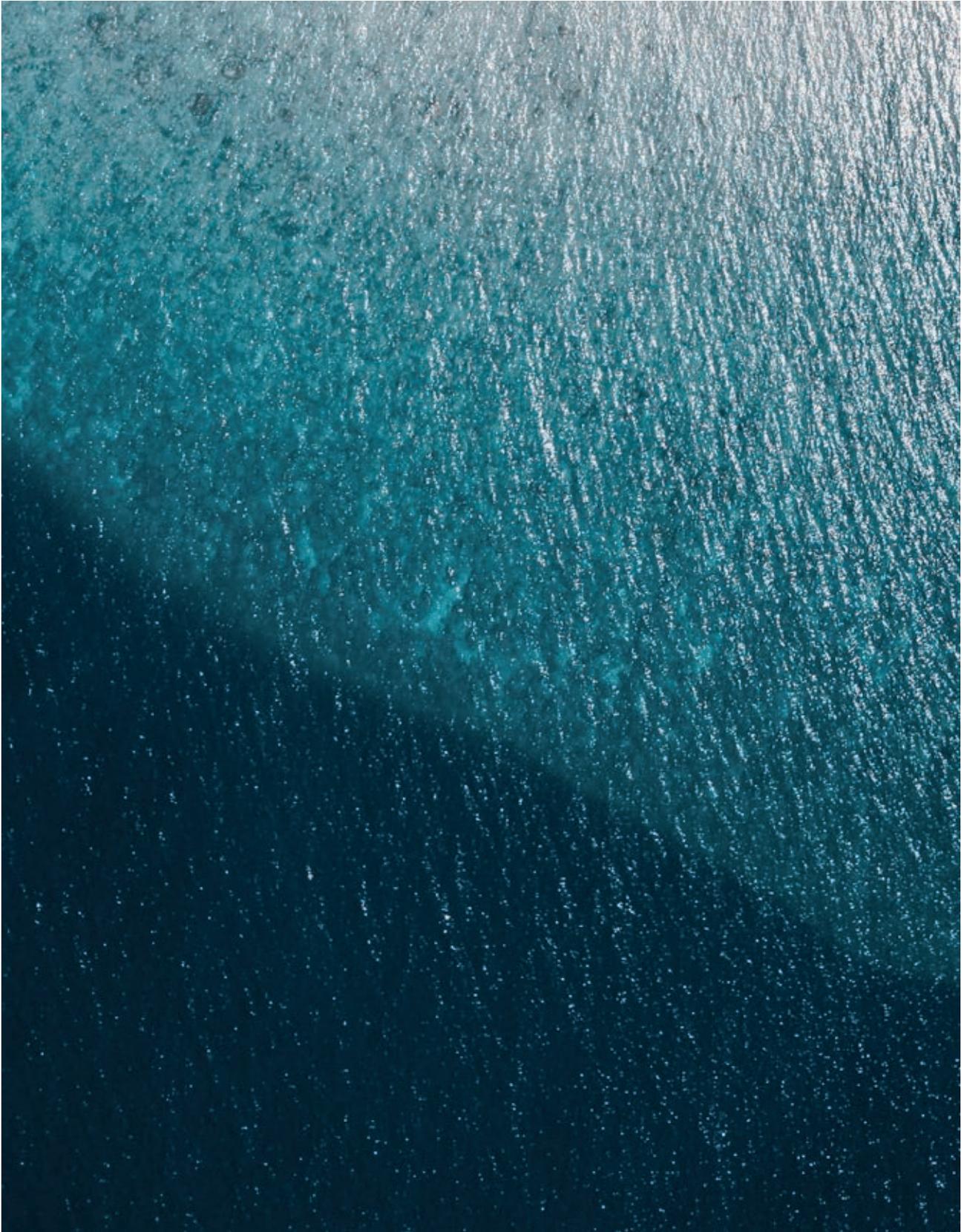
Réduction du risque d'inondation au Bénin

Au cours des 40 dernières années, la côte du **Bénin** s'est érodée de plus de 400 mètres dans certaines zones, entraînant de graves dommages pour les populations côtières. En outre, l'urbanisation rapide a exacerbé la vulnérabilité des villes côtières du pays, qui ne sont pas préparées à gérer les inondations causées par l'élévation du niveau de la mer. La BEI a accordé un prêt de 125 millions d'euros pour l'extension et la remise en état des systèmes de drainage des eaux pluviales et des routes sinistrées dans huit villes du Bénin. Non seulement cela diminuera considérablement le risque d'inondation, mais cela réduira également l'eau stagnante, qui entraîne des risques pour la santé. En outre, la plupart des villes touchées étant situées sur la côte ou à proximité, grâce à ce projet, moins de déchets plastiques se déverseront dans l'océan Atlantique.

[Plus d'informations en ligne](#)



Djibouti, dans la Corne de l'Afrique, est totalement tributaire des eaux souterraines. La population du pays et le bétail pourront bénéficier d'une station de dessalement financée par la BEI.





RESSOURCES

VIDÉOS

- **La BEI à la COP 28 – Coup de projecteur sur la sécurité de l'eau et l'adaptation aux changements climatiques**
- **Agriculteurs de Bosnie-Herzégovine : l'histoire de Miko**
- **Sur le terrain | De l'énergie propre et de l'eau potable dans les villages isolés de Bolivie**
- **Sur le terrain | Fournir de l'eau potable dans les zones rurales de l'Équateur**
- **Sous la surface – La station de traitement de l'eau de Katosi en Ouganda**

RÉCITS, ESSAIS ET PODCASTS

- **Une eau plus propre pour Skopje**
- **Œuvrer avec la nature, pas contre elle**
- **Quand l'eau de mer devient potable**
- **Libérons les cours d'eau !**
- **À bas les obstacles à la biodiversité fluviale**
- **Submergés en un éclair**
- **Eau bleue et avenir vert**
- **La Wallonie inquiète de ses ressources en eau**
- **Étancher la soif en Jordanie**
- **Les droits humains, aussi une affaire de conduites d'eau**
- **Développement et intégration en Macédoine du Nord**
- **La force de l'eau dans la Vallée d'Aoste**
- **Crise de l'eau : une possibilité d'investissement vitale**
- **Le confort, c'est avoir l'eau courante**



CONTACTS POUR LA PRESSE

Antonie Kerwien

+352 4379-82175
+352 691 285 497
a.kerwien@eib.org

Bruno Hoyer

+352 4379-83045
+352 621 886 056
b.hoyer@eib.org

Secrétariat du service de presse

+352 4379-1
+352 4379-61000
press@eib.org – www.eib.org/press

CONTACTS D'ORDRE GÉNÉRAL

Banque européenne d'investissement

98-100 boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg

info@eib.org

www.eib.org

✕ | twitter.com/EIB

f | facebook.com/EuropeanInvestmentBank

▶ | youtube.com/EIBtheEUBank



Ce tour d'horizon, avec des liens vers des articles, des brochures et des vidéos,
est disponible en ligne :

eib.org/water